

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT-PAYS DU MONTREUILLOIS

ETAT DE LA CONCERTATION AU 1^{ER} MARS 2017

La prise en compte de la concertation dans le projet de la Communauté de communes du Haut-Pays du Montreuillois a pour intérêt de favoriser l'appropriation du projet, de recueillir des informations indispensables pour l'aide à la décision, et d'intégrer les considérations des particuliers, élus et partenaires dans la réalisation du projet.

Partie 1 : Déroulement et modalités de la concertation

L'objet de la concertation

La stratégie de prévention des crues du territoire est définie dans le Programme d'Action de Prévention des Inondations de l'Audomarois (document qui a été labélisé par l'Etat en décembre 2011). Une des actions prioritaires est le ralentissement des écoulements en tête du bassin versant de l'Aa. A ce titre, une étude hydraulique a été lancée fin 2013 pour définir un programme d'aménagement en amont de la commune de Wicquinghem. Le scénario retenu comprend la création et l'agrandissement de 4 ouvrages de rétention ainsi que la réhabilitation de 10 ouvrages de rétention existants. Le SmageAa assure la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'opération pour le compte de la Communauté de commune du Haut-Pays du Montreuillois.

Afin de réduire l'impact foncier et agricole du projet, la communauté de communes souhaite mettre en place une servitude de rétention temporaire des eaux et a adapté la conception des ouvrages pour les rendre pâturables par des bovins.

La concertation préalable porte sur **les modalités de réalisation et d'intégration environnementale et paysagère** des aménagements hydrauliques prévus et sur **les modalités de leur gestion ultérieure**.

L'état et les modalités de la concertation

La concertation est programmée pendant toute la durée du projet, depuis la programmation des études jusqu'au suivi du fonctionnement des ouvrages. **Trois phases** ont été définies :

- phase 1 : information et consultation
- phase 2 : concertation proprement dite
- phase 3 : suivi et évaluation

La **première phase dite « d'information »** a été réalisée en juillet 2015. Elle a eu lieu avant l'élaboration des avant-projets. L'objectif était d'informer sur le contenu de l'opération au stade étude préliminaire : son contexte global, les enjeux socio-économiques, les options envisagées, les choix techniques, l'option retenue, ainsi que les conséquences prévisibles sur l'environnement, sur l'économie, le mode de vie, l'exploitation du site...

La **seconde phase de « concertation »** s'achèvera avec les autorisations de travaux et l'instauration de la servitude de rétention temporaire des eaux. Elle permet d'affiner les projets. L'objectif est de se mettre d'accord sur les modalités de réalisation, d'intégration environnementale et paysagère des aménagements et de leur gestion ultérieure, notamment pour permettre la poursuite des activités agricoles.

La **troisième phase** permettra de préparer et de suivre la réalisation des travaux ainsi que de veiller au bon fonctionnement des ouvrages (vérifier les engagements pris, évaluer les bénéfices du programme après les travaux...).

Le présent bilan concerne les deux premières phases de la concertation et permet d'évaluer l'intérêt de la démarche pour les habitants et le maître d'ouvrage.

Les outils utilisés pour mettre en œuvre les premières étapes de la concertation sont :

- des rencontres individuelles ou collectives avec les propriétaires concernés par l'emprise des aménagements à créer ou à agrandir ;
- des courriers à destination des propriétaires concernés par les travaux de réhabilitation des ouvrages existants ;
- des réunions politiques et techniques ;
- d'autres outils de communication (lettre d'information, réunion publique, article de presse).

Partie 2 : Bilan de la concertation au 1^{er} mars 2017

2.1. La concertation avec les propriétaires et les exploitants impactés par l'emprise du projet

Les outils utilisés pour la concertation ont été adaptés en fonction de la nature de l'impact du projet :

- les propriétaires et les exploitants concernés par la création et l'agrandissement des ouvrages de rétention ont été rencontrés individuellement et à deux reprises,
- Les propriétaires et les exploitants concernés par la zone de rétention des ouvrages à créer ou à agrandir ont été rencontrés de manière collective (regroupement par ouvrage),
- Les propriétaires des ouvrages existants ont été informés par courrier.

Le tableau ci-dessous synthétise l'état de la concertation mise en place autour du projet au 1^{er} mars 2017 :

	Ouvrages	Emprise concernée	Impact	Nombre de propriétaires	Rencontres				
					Individuelles	Collectives	taux de présence		
Ouvrages à créer et à agrandir	D15-3	emprise barrage	fort	2	2	15/05/2015		2/2	100%
						16/03/2016		2/2	100%
		emprise zone sur-inondée	faible	1			1	19/04/2016	1/1 100%
	D19-8	emprise barrage	fort	2	2	15/05/2015		2/2	100%
						16/03/2016		1/2	50%
		emprise zone sur-inondée	faible	2			1	19/04/2016	2/2 100%
	E16-10	emprise barrage	fort	2	2	15/05/2015		1/2	50%
						16/03/2016		2/2	100%
		emprise zone sur-inondée	faible	5			1	19/04/2016	4/5 80%
	E12-4	emprise du bassin	faible à fort en fonction du propriétaire	2	2	15/05/2015		1/2	50%
						16/03/2016		1/2	50%
Ouvrages existants à réhabiliter ou non	E10-4	travaux de réhabilitation	très faible à nul	1	Rencontre le 21/06/2016				
	E10-6-1		très faible à nul						
	E10-6-2		très faible à nul						
	E13-2		très faible à nul	3	Information par courrier en date 01/03/2017				
	E14-4		très faible à nul	2					
	E15-2		très faible à nul	3					
	E17-3		très faible à nul	5					
	E18-1		très faible à nul	3					
	E26-3		très faible à nul	4					
	E27-5		très faible à nul	2					
	E12-5	instauration de la servitude	nul	3					
	E25-1		nul	1					

L'animation des réunions a été réalisée par les élus de la Communauté de communes (Président et/ou vice-Président en charge de la thématique de lutte contre les inondations), le maire de la commune de Bourthes et par le technicien du SmageAa en charge du dossier.

Les ouvrages à créer ou à agrandir :

Les propriétaires impactés par l'emprise des travaux de création et d'agrandissement des ouvrages de rétention ont été rencontrés au moins à une reprise.

Un seul propriétaire concerné par l'emprise de la zone de rétention des ouvrages à agrandir ou à créer n'a pas été rencontré physiquement. Le projet lui a cependant été présenté par téléphone et le plan de l'aménagement lui a été envoyé par mail.

Les principaux sujets abordés par les propriétaires et les exploitants pendant les rencontres sont les suivants :

- Le fonctionnement de la zone : en période courante et en période de remplissage,
- L'adaptation de l'ouvrage ou des abords immédiats pour faciliter son exploitation (pente des parements de l'ouvrage, mise en place de rampe, clôture...),
- Les modalités d'indemnisation et de remise en état du site suite aux remplissages des ouvrages.

Les ouvrages à réhabiliter :

Le propriétaire des parcelles des ouvrages E10-4, E10-6-1 et E10-6-2 a été rencontré le 21 juin 2016 afin de préparer les travaux de réhabilitation qui ont eu lieu au cours de l'automne 2016.

Les propriétaires des ouvrages existants concernés par l'instauration de la servitude de rétention temporaire des eaux faisant l'objet ou non de travaux de réhabilitation ont été informés par courrier. Ces propriétaires n'ont pas été rencontrés à ce stade du projet pour les raisons suivantes :

- Deux ouvrages de rétention ne font pas l'objet de travaux,
- Concernant les 7 ouvrages existants où des travaux de réhabilitation sont programmés :
 - o L'emprise des zones inondées resteront identiques après la réalisation des travaux. L'impact du projet est donc nul pour ces propriétaires.
 - o Les propriétaires concernés par les travaux de réhabilitation (modification de l'organe de vidange et confortement du déversoir) seront rencontrés dans la phase de préparation du chantier. En effet, l'impact pour ces derniers se limitera à la phase travaux.

2.2. La concertation avec les élus et les partenaires techniques

Depuis le lancement de l'étude, les partenaires techniques, financiers et les élus locaux ont été associés aux différentes étapes de la conception du projet. Cela s'est traduit par la réalisation 9 comités de technique ou de pilotage. Ces réunions ont permis d'échanger sur les différentes problématiques en lien avec le projet : technique, financière, environnementale ou encore agricole afin d'établir un projet global, cohérent et partagé.

Le projet a également été présenté et validé par le conseil communautaire de la Communauté de communes du canton d'Hucqueliens et environs le 27 juin 2016.

2.3. Les autres outils d'information utilisés

Afin d'informer la population locale, d'autres outils de communication ont été utilisés de manière plus ponctuelles :

- Une réunion publique d'information sur les risques majeurs a été organisée le 30 juin 2016 dans la commune de Bourthes. Les habitants des communes de Bourthes et de Wicquinghem y ont été conviés (26 personnes présentes). L'un des points présentés lors de cette réunion a été le programme de ralentissement des écoulements en tête de bassin versant de l'Aa. Dans ce cadre, deux articles de presses ont été publiés dans la Voix du Nord de Montreuil et le Journal de Montreuil (cf. pièces jointes).
- Deux articles en lien avec le projet sont parus en 2016 dans l'Echo de la Communauté de communes d'Hucqueliens (cf. pièces jointes).

2.4. Les évolutions du projet suite aux premières étapes de la concertation

Les nombreuses réunions ont permis aux propriétaires et exploitants concernés de recevoir de nombreuses informations relatives au projet. Tous ont été invités à se prononcer et à s'exprimer sur le sujet.

La concertation a en particulier permis :

- D'étudier des solutions alternatives au projet initialement retenu. Les études topographiques et hydrauliques complémentaires ont permis de retenir ou non ces alternatives :
 - o Ouvrage D15-3 : en raison de la réticence d'un des propriétaires concernés par l'emprise du barrage, une étude complémentaire a été lancée pour étudier la faisabilité de déplacer l'ouvrage en amont de ce dernier. Cette alternative n'a pas été retenue pour deux raisons :
 - Un sous bassin versant ne serait plus régulé par le déplacement de l'ouvrage en amont. Le programme d'aménagement aurait été moins efficace d'un point de vue hydraulique.
 - Les propriétaires concernés par l'emprise de la solution alternative étaient également réticents à ce projet.
 - o Ouvrage E16-10 : initialement sur le sous bassin versant de Zoteux, il était prévu deux ouvrages de rétention. Suite aux rencontres, il a été proposé de supprimer l'ouvrage en amont et d'agrandir l'ouvrage en aval. Les études ont permis de confirmer la faisabilité de cette solution.
 - o Ouvrage D19-8 : l'exploitant concerné par cet ouvrage a demandé de réduire la taille de ce dernier en créant un deuxième ouvrage en amont. Cette alternative n'a pu être retenue pour les raisons suivantes :
 - La création de 2 ouvrages auraient doublé le coût du projet sur ce sous bassin versant.
 - Les impacts fonciers et agricoles auraient été plus importants.
- D'affiner le projet pour faciliter l'exploitation agricole en phase de fonctionnement du site : mise en place de clôture, modification des pentes des parements de l'ouvrage, mise en place de rampe de franchissement sur l'ouvrage, réhabilitation d'un franchissement de fossé...
- D'intégrer une problématique non identifiée lors de la première phase de conception. En effet, la modification de la canalisation sous l'ouvrage E16-10 aurait entraîné une augmentation de la fréquence des inondations de la RD 156. Le diamètre de la canalisation passant sous la RD sera donc adapté dans le cadre du projet.
- De rassurer les propriétaires et les exploitants sur les engagements pris par la communauté de communes : indemnisation des pertes de récolte, nettoyage des sites suite aux mises en eaux des ouvrages...

En conclusion, la concertation aura permis à la communauté de communes de faire connaître et évoluer son projet, de le faire accepter par la majorité des personnes concernées et de pouvoir sensibiliser les citoyens aux enjeux de la lutte contre les inondations et au principe d'intérêt général.